

1
B. de la G. et

Les Profiteurs de la Guerre

Centre de la Guerre
BIBLIOTHÈQUE
par MAURICIUS

Publication mensuelle du Journal *Ce qu'il faut dire...*

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1917

Numéro 6

6074b.57

18248



Les Profiteurs de la Guerre

Quand, sur les routes d'Afrique, un convoi de Bédouins ou de disciplinaires traverse les hauts plateaux, on peut voir dans l'air translucide des points noirs se mouvant lentement à des hauteurs incroyables. Ces points sinistres qui tachent de deuil la splendeur du ciel, ce sont des vautours-faues. Malheur à qui tombe sur le sol brûlant — bêtes ou gens — le vol des rapaces s'abat sur lui avec des cris horribles.

Trop lâche et trop prudent pour attaquer l'homme ou l'animal vivant, le vautour-faue ne se complait que dans la mort, cadavres ou mourants sont la pature dont il se repait, l'infection et la pourriture l'attire et il s'en délecte. Aussi la langue expressive des hommes du désert l'a baptisé d'un nom qui tout à la fois le caractérise et semble le flageller : *charognard*.

Quand le soleil brille en les airs sidéraux et que, de la terre fécondée, la vie rayonne et s'épanouit, les charognards rêvent de charniers, de morts entassés par milliers, de chairs qui se décomposent, et dans lesquels, sans effort et sans risques, ils enfonceront avec délices leur bec crochu d'oiseaux de proie.

Ces nécrophages vivent de la mort; la mort les hante et les engraisse, et s'il était en leur pouvoir, ils feraient de la terre un vaste ossuaire dans lequel ils pourraient satisfaire leurs appétits ignobles avec béatitude,

Il n'y a pas, hélas! que les vautours fauves qui vivent de la mort; l'espèce humaine aussi a ses charognards. Et ce sont quelques pages de l'histoire des rapaces à masque d'homme que j'ai écrits ici.

L'AFFUT

L'affaire du Figaro

Le 19 avril 1913, le député allemand *Karl Liebknecht* soutenu par le député catholique *Pfeiffer* faisait à la tribune du Reichstag des révélations sensationnelles.

Documents en mains, il démontra que la maison *Krupp* avait un agent nommé *Brandt*, chargé de soudoyer les fonctionnaires de l'Etat-major et du ministère de la Guerre et d'obtenir d'eux, moyennant finances, des dossiers secrets de la plus haute importance, dossiers qu'on retrouvait chez *M. von Dewitz*, sous-directeur de l'usine d'Essen.

Liebknecht poursuivant son enquête découvrit que *Krupp* employait, à des appointements de ministres, un grand nombre d'officiers de tous grades et jusqu'à des officiers généraux et des amiraux, dont la mission consistait à obtenir des commandes pour l'usine d'Essen.

Cette corruption de fonctionnaires n'étant pas encore suffisante pour assurer le développement des armements allemands et la fortune de ce marchand d'outils de meurtre, *Krupp* n'hésitait pas à corrompre l'opinion publique.

Aidé dans sa tâche par les autres charognards allemands, *Thyssen*, *Mauser*, *Düren*, *Waffenfabrik*, etc., il subventionnait un certain nombre de journaux pangermanistes, dont la principale fonction était d'exciter les sentiments chauvins, et de tenir le peuple allemand sous la perpétuelle menace de « l'ennemi héréditaire ». Cet ennemi d'ailleurs variait suivant les

saisons. C'était le Français ou le Russe, quand Krupp ou Thyssen désiraient une commande de mitrailleuses, et c'était l'Anglais quand les chantiers de Stettin avaient besoin de fabriquer des cuirassés.

Liebknecht révéla un document encore plus grave : une lettre adressée par le directeur de la *Waffenfabrik*, à un de ses agents parisiens.

Voulant obtenir une commande de mitrailleuses que le Reichstag ne semblait pas disposé à approuver, la *Waffenfabrik* qui contrôle à la fois en Allemagne, les usines de *Daelingen*, les établissements *Düren* et les Usines *Mausser*, en Belgique, la *Fabrique nationale d'armes de guerre d'Herstal* et à Paris, la *Société Française (?) des Roulements à Bille*, trouva expédient d'affoler l'opinion allemande.

Et voici son truc. Elle écrivit à son démarcheur à Paris, rue de Châteaudun, la lettre suivante :

Notis voudrions faire passer dans un des journaux les plus lus de Paris, si possible le *Figaro*, un article dont voici la teneur :

« L'administration militaire française a décidé de hâter considérablement la construction des mitrailleuses destinées à l'armée, et de commander deux fois plus de ces engins qu'elle ne se proposait primitivement. »

Nous vous prions de faire votre possible pour obtenir qu'un semblable article soit accepté.

Pour la *Waffenfabrik* :
VON GONTARD.

Ce communiqué ne fut pas inséré sous cette forme, mais quelque temps après, et comme par hasard, le *Figaro*, le *Matin* et l'*Echo de Paris*, entamaient un éloge dithyrambique de nos mitrailleuses.

Curieuse coïncidence, à la suite de ces articles et se basant sur eux, le député prussien *Schmidt* dont on soupçonnait les attaches avec la haute métallurgie, interpella le Chancelier de l'Empire et demanda ce que le gouvernement comptait faire pour répondre à la menace française.

Etonnée et quelque peu apeurée, la majorité du Reichstag vota alors et sans discussion une commande considérable de mitrailleuses.

Mesures à laquelle l'Etat français répondit par une augmentation d'armement.

Ainsi, tandis que l'*Echo de Paris*, le *Matin*, le *Temps*, irritaient le public français en citant des extraits des journaux pangermanistes et en particulier la *Post*, dont le principal actionnaire était *Von Gontard* en personne, ce même *Von Gontard*, aidé de sa créature le député *Schmidt* affolait le public allemand en usant du faux et du chantage au patriotisme pour augmenter son chiffre d'affaires.

Quant à la responsabilité du *Figaro* et des feuilles françaises qui, pour des raisons sonnantes, contribuèrent à ruiner les finances de l'Etat, et à mettre l'Europe sur un volcan, uniquement pour permettre aux actionnaires d'*Essen*, de *Mau-ser* et du *Creusot* de grossir leurs dividendes, l'histoire la déterminera peut-être un jour avec précision.

Ce n'était d'ailleurs ni la première ni la dernière fois que la presse lançait des informations sensationnelles et fausses, sur l'ordre de la finance cosmopolite et des internationaux du blindage.

On se rappelle l'affaire *Liebcher*, révélée par le chef du parti de l'Indépendance *Lovachich* à la Chambre Hongroise en 1913. Des lettres furent lues émanant de *M. G. Calmette*, et de *M. Glasser*, chef de la publicité du *Figaro*, desquelles il ressortait que cet organe éminemment *nationaliste* acceptait la collaboration du sieur *Liebcher*, agent du gouvernement hongrois, moyennant une subvention de 30.000 francs par an, payables en espèces et en publicité d'Etat.

Par ce contrat *Le Figaro*

et les lecteurs de ce journal mondain et bien pensant, étaient loin de se douter que tels articles qui paraissaient fleurir le patriotisme le plus pur, émanait du nommé *Liebcher*, sujet autrichien et servait en réalité les louches intérêts de la finance austro-boche.

L'Affaire Poutiloff

Le bruit court que les usines *Poutiloff* de Saint-Pétersbourg,

Le 27 janvier 1914, *L'Echo de Paris* publiait un télégramme de *Saint-Pétersbourg* qui disait :
viennent d'être achetées par *Krupp*. Si le fait est exact, il provoquera une vive émotion en France.

On sait en effet, que le gouvernement russe a adopté pour son matériel d'artillerie de terre les systèmes français.

Jusqu'à présent, la plus grande partie de ce matériel avait été construite aux usines *Poutiloff* avec le concours du *Creusot* et le personnel français fourni par lui.

Ce télégramme provoqua, en effet, une émotion intense. Le public, toujours ignorant et jobard, crut que le secret des canons français allait tomber entre les mains de la Prusse.

A vrai dire, ce secret était celui de *Polichinelle* puisque déjà, à cette époque, les usines françaises fabriquaient le canon de 75 à la fois pour l'Italie (qui appartenait à la Triple-Alliance) et pour la Bulgarie.

Mais il fallait bien alimenter la passion publique, et rien n'est si favorable que les choses secrètes et les mystères pour passionner l'opinion publique.

En réalité, il ne s'agissait ni de sauvegarder le secret du 75, que tout le monde connaissait, ni d'empêcher *Krupp* de pénétrer chez *Poutiloff*, pour la raison bien simple qu'il y était depuis longtemps.

Il s'agissait seulement de faire pression sur un groupe de banques françaises pour les obliger à financer une affaire dans laquelle le *Creusot* avait de gros intérêts. Et comme ces banques résistaient, on leur forçait la main.

Dès 1910, en effet, l'usine *Poutiloff*, incapable de fabriquer

par elle-même les commandes de l'Etat Russe, s'aboucha avec la banque de l'*Union Parisienne* qui lui prêta 24 millions, avec *Schneider*, qui lui fournit les plans du canon de 75, les ingénieurs et les techniciens nécessaires, et avec *Krupp d'Essen* qui lui livra les secrets de l'artillerie lourde allemande et le personnel compétent.

De sorte qu'aux usines *Poutiloff* travaillaient côte à côte : ingénieurs et ouvriers français et allemands sous le contrôle d'administrateurs et de financiers dont les uns appartenaient au groupe de l'*Union Parisienne* et les autres s'apparentaient à la *Deutsche Bank*.

Mais lorsqu'en 1912 le gouvernement russe entreprit la réorganisation de sa flotte, pour laquelle étaient prévus des crédits de 3 milliards, toute la métallurgie internationale se rua sur le marché.

Deux combinaisons se trouvaient en présence : l'une des maisons anglaises *Vickers*, *Armstrong* et *John Brown*, appuyés par la *Banque française de Paris et de Pasys-Bas*, et la *Société Générale*; l'autre, composée du *Creusot*, de la maison *Blohm und Voss* d'Hambourg, de *Krupp* et de la firme autrichienne *Skoda*, appuyés par la banque de l'*Union parisienne* et DEUX BANQUES AUSTRO-ALLEMANDES.

Mais la *Douma*, désireuse de donner un essor à l'industrie nationale, avait obtenu des commandes extrêmement importantes pour l'usine *Poutiloff*.

L'usine *Poutiloff* avait besoin d'argent et de matériel et il s'agissait de savoir lequel des deux groupes étrangers serait assez puissant pour mettre la main sur l'entreprise.

On apprit bientôt que la *Banque privée de Saint-Petersbourg* avait offert à *Poutiloff* l'augmentation de capital demandé. Or, la *Banque privée de Saint-Petersbourg* était administrée par M. le comte *Olivier d'Ormesson*, MM. *Bardi de Fourton*, *Cotlette*, *Davidof*, des *Chantiers de Nicolaïef*, le vicomte de *Breteil*, M. *Bousquet*, du *Crédit Mobilier*, et M. *Loste*, vice-président du *Crédit français*, présidé par M. PAUL DOUMER, également administrateur de *Nicolaïef* et qui avait créé en Russie, avec les fonds de la *Société générale* et de la *BANQUE IMPÉ-*

RIALE ET ROYALE DES PAYS AUTRICHIENS, l'*Union des Industries métallurgiques et minières*.

C'était, si cette combinaison réussissait, le groupe *Vickers, Société générale*, qui l'emportait.

Schneider s'affola, il demande des crédits à l'*Union parisienne* qui refusa; il s'adressa alors à son associée, la *Škoda autrichienne*, qui fournit le concours de la *Kreditanstalt* de Vienne, mais cela ne suffisait pas. Il fallait autre chose.

Or, à ce moment se négociait à Paris, par l'entremise de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, le grand emprunt russe de 650 millions.

Pour qui connaît la psychologie du rentier français, on sait quelle atmosphère de calme, de quiétude et de confiance il faut pour qu'il troque son or contre du papier.

Schneider joua le grand jeu. Il fit publier dans l'*Echo de Paris* la dépêche qu'on a lue.

C'était affoler l'opinion, faire croire que le tzar lâchait l'alliance franco-russe et que le kaiser allait connaître nos secrets militaires : c'était la ruine de l'Emprunt.

La *Société générale* et la *Banque de Paris et des Pays-Bas* auraient pu répondre que la *Banque de Saint-Petersbourg*, dans laquelle figurait, il est vrai, la *Darmstaeder Bank*, mais dont les administrateurs étaient presque tous français, offrait au moins autant de garantie patriotique que les associés de *Schneider* : *Blohm und Voss*, *Škoda Krupp* et la *Kreditanstalt* de Vienne.

Mais il y a des chose qu'il est préférable de tenir cachées, des voiles qu'il est imprudent de soulever.

Une entente intervint. L'argent fut fourni, partie par les groupes de la *Société générale*, partie par l'*Union parisienne*, et le groupe *Creusot-Essen* garda le contrôle technique des usines *Poutiloff*.

Aussitôt cette convention passée, la Presse à tout faire calma l'opinion qu'elle avait soulevée, l'*Echo de Paris* déclara que l'événement avait été exagéré, le *Temps* vitupera les correspondants de journaux trop fébriles dans l'envoi de leurs dépêches et *M. Doumergue*, président du Conseil, déclara que « l'incident était réglé au mieux des intérêts de la France ».

J'ai tenu à expliquer l'affaire *Poutiloff*, mais il y en a cent de pareilles.

Il faut que le public se rende compte de la puissance de ses véritables maîtres : les grands industriels et les financiers qui ont à leur service la presse, les parlements et les diplomates, quand ce ne sont pas les gouvernants et même les rois, et qui disposent de l'or et de la vie des peuples.

Dans un numéro de février 1913, le *Miroir* publiait les photographies de *M. Henri Schneider*, de *M. Edir Vickers* et de *Mme Bertha Krupp*; il aurait pu y ajouter ceux des rois de l'acier américain, de quelques financiers cosmopolites, et le lecteur aurait eu sous les yeux ceux qui déplacent à leur gré les pièces de l'échiquier du monde et qui, pour faire leur adversaire échec et mat, n'hésitent pas à sacrifier les « pions », les « cavaliers », et, quand il le faut, les « tours et les « rois ».

Le *Miroir* donnait sous ces portraits certains détails dont voici un passage :

Autour de la petite forge ancestrale du *Creusot*, se sont groupés peu à peu des aciéries, des ateliers, des mines. La modeste bourgade d'autrefois, s'est transformée en une puissante cité de 50.000 habitants. Le minerai pur, traité dans les hauts fourneaux, puis dans les fours Martin, donne cet acier célèbre que l'on forge sous des pilons de 100 tonnes, ou entre les machoires géantes des presses hydrauliques.

Dans les immenses halls des ateliers d'artillerie, s'alignent de longues files de tours de machines à forger et à rogner. Plus loin, on fabrique des affûts et la pièce à peine terminée, est entraînée vers le polygone de *Villedieu* qui est un modèle du genre.

Mais si étendue que soit l'usine du *Creusot*, elle ne peut plus suffire depuis longtemps à la production intense que nécessitent les fabrications d'artillerie.

Au Havre, à Honfleur, à Paris même, des installations qui grandissent tous les jours peuvent à peine fournir les corps des canons, les obus et tous les accessoires que comporte l'établissement d'un matériel de campagne complet.

Entouré d'un état-major recruté parmi les spécialistes les plus éminents en métallurgie, *M. Henri Schneider*, le géant de cette gigantesque entreprise, assume seul une des plus lourdes responsabilités qui existent.

Appuyé sur une armée de 40.000 hommes, il représente un des éléments vitaux de notre défense nationale.